

Marque regionale: vers de meilleures pratiques dans les economies rurales

2013/2098(INI) - 10/12/2013 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission de l'agriculture et du développement rural a adopté un rapport d'initiative d'Eric ANDRIEU (S&D, FR) sur la marque régionale: vers de meilleures pratiques dans les économies rurales.

Le rapport a noté que la notion de **développement territorial** avait gagné en importance ces dernières années. Cette notion figure explicitement dans les objectifs de la politique agricole commune (PAC) en complément des deux autres objectifs que sont la sécurité alimentaire et la gestion durable des ressources naturelles et la lutte contre le réchauffement climatique.

Les marques d'excellence territoriales peuvent contribuer à renforcer et développer les économies territoriales, en particulier dans les zones les plus fragiles, dans les régions de montagne et les régions ultrapériphériques, en coordonnant des ensembles de biens (alimentaires et non alimentaires) et de services de qualité ancrés dans les spécificités de chaque territoire et notamment leur patrimoine (historique, culturel, géographique etc.). Ces marques ne doivent pas être confondues avec les signes de qualité accolés aux produits alimentaires (les appellations d'origine protégée (AOP), les indications géographiques protégées (IGP) et les spécialités traditionnelles garanties (STG)) et avec lesquels il n'existe aucune incompatibilité mais bien au contraire une totale complémentarité.

Soulignant le **rôle multifonctionnel des zones rurales** qui ne se limite pas au développement de l'agriculture, le rapport a invité la Commission à soutenir les États membres dans leurs efforts pour **reconnaître et promouvoir de nouvelles formes de coopération des territoires ruraux, autour de la marque d'excellence territoriale**, à l'aide des outils contenus dans la réforme de la PAC comme l'initiative communautaire LEADER, les outils d'assistance technique et de mise en réseau, le Partenariat européen d'innovation (PEI) et le réseau européen pour le développement rural.

Selon les députés, la marque de qualité régionale, de par sa nature transversale, devrait contribuer à promouvoir l'image de l'Europe comme une destination touristique de haute qualité, en s'appuyant sur les différentes composantes du tourisme régional, telles que l'agrotourisme, le tourisme rural, l'éco-tourisme et le tourisme gastronomique, ainsi que le patrimoine industriel, historique, naturel et culturel, y compris les pistes cyclables, en combinaison avec les transports publics.

Saluant le concept de «**développement local mené par les acteurs locaux**», les députés ont invité les États membres et leurs administrations régionales à **promouvoir des gouvernances participatives et plus dynamiques** permettant de réaliser des projets communs de développement territoriaux pouvant porter sur l'ensemble des secteurs économiques dont celui du tourisme et au sein de l'agriculture sur des filières alimentaires et non alimentaires. Les États membres ont été invités à **créer une plateforme afin de partager les meilleures pratiques**, en utilisant notamment le cadre des instruments fournis par l'approche LEADER des programmes de développement rural.

Le rapport a recommandé à la Commission et aux États membres de veiller à ce que les prochains programmes de développement rural prévoient des mesures et des moyens pour faciliter des formes durables de gouvernance territoriales en mobilisant et en renforçant les mesures basées sur des fonctionnements collectifs.